

ILLÉGITIME ET RÉAC

DEHORS



**CE GOUVERNEMENT
RACISTE**

PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

ZOOM

De Gaza au Liban, la guerre coloniale d'Israël doit cesser

Page 3

INTERNATIONAL

Mexique. La dernière réforme d'AMLO, un cadeau empoisonné?

Page 4

ARGUMENTS

Contre l'austérité et l'ubérisation, défendre le 100% Sécu

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec Léa Chapey de RED-jeunes

Page 8

Édito

Kanak
décolonisée, Kanaky
indépendante!

Par ELIAS VOLA

Le peuple Kanak se bat toujours pour son indépendance 171 ans après l'avènement de la puissance coloniale française sur l'île un 24 septembre. L'État français, contraint par la mobilisation kanak, est pourtant engagé dans un processus de décolonisation à travers les accords de Matignon (1988) et de Nouméa (1998). L'embrasement social du 13 mai a ramené sur le devant de la scène un sinistre constat: le colonialisme français est encore bien vivant! En voulant intégrer 25 000 nouvelles personnes au corps électoral, Macron actait insidieusement sa volonté de rompre avec les engagements pris par l'État français. Comment les Kanak pouvaient-ils y voir autre chose qu'une volonté de maintenir la mainmise coloniale face à une majorité sociale en faveur de l'indépendance de plus en plus plausible?

Face à l'absence de perspective pour les enfants du pays obligés de quitter leur île natale pour avoir accès à un job décent, face à des inégalités persistantes et croissantes entre Kanak et caldoches, face à des «loyalistes» qui renouent avec les pires traditions du colonialisme français, la mobilisation sociale est juste, saine et inévitable.

L'État français fait lui le choix de la répression: déjà 13 mortEs, le déploiement du GIGN en plus des 4 000 forces de l'ordre déjà présents sur l'île, 2 600 emprisonnements politiques et la déportation de 7 innocents en France. À une économie en ruine — 1/3 des salariéEs du privé ont perdu leur emploi depuis mai — il ajoute le durcissement de l'accès aux droits (minimum vieillesse, gratuité des soins, bourses scolaires, aide au logement). Le NPA, avec le Collectif de Solidarité Kanaky, appelle à la construction d'une mobilisation de solidarité la plus large possible. Pour la libération immédiate des prisonniers politiques, pour le retrait du dégel du corps électoral et pour l'autodétermination du peuple kanak! Maintenant!

Bien dit

On va avoir un
gouvernement
de Républicains,
alors que même les
Français n'ont pas
voté pour eux

WALY DIA, chronique du 22 septembre 2024

À la Une

Gouvernement Barnier,
marche pied pour les fachos

Plus de deux mois après les législatives, un nouveau gouvernement est mis en place. Non content de s'enfoncer dans le déni démocratique et de s'asseoir sur le vote majoritaire de juin dernier, Macron et Barnier confirment que ce gouvernement sera celui des perdants des législatives!

C'est un Premier ministre de la plus faible formation à l'Assemblée qui a été choisi pour mener une politique d'austérité, de répression et de réaction. Les ministres sélectionnés pour l'accompagner indiquent clairement le programme qui sera mis en place.

Un gouvernement au
service du patronat

On savait que la 5^e République était antidémocratique, mais Macron et Barnier ont décidé d'exploiter son potentiel autoritaire au maximum. Alors que les législatives ont donné une majorité relative au Nouveau Front populaire, c'est un gouvernement d'alliance droite-droite extrême qui a été constitué.

Placé sous la menace permanente d'une motion de censure, il ne pourra se maintenir qu'à condition de mener une politique qui se plie aux exigences du Rassemblement national. En parallèle, les feuilles de route qui circulent sont elles aussi claires sur les choix budgétaires: plus 3,3 milliards pour la défense, moins 2,3 milliards pour le ministère du travail, baisse pour l'enseignement supérieur, stagnation pour la santé, l'école et la culture...

Un gouvernement
de la réaction

L'accord de coalition de la macronie avec LR, soutenu par le RN, a un vieux goût de rance et de vieille extrême droite catholique. On savait Barnier réactionnaire, en témoigne son opposition à la dépénalisation de l'homosexualité ou au PACS. On le savait raciste, en témoigne sa



PHOTO THÈQUE ROUGE / ALEXANDRE

campagne aux primaires LR de 2022. On connaissait les positions LGBTIphobes de Dati, Vautrin, ou encore Lecornu...

La nomination de Retailleau à l'Intérieur annonce la couleur: chasse aux migrantEs, durcissement des mesures anti-immigréEs, attaques contre les LGBTI, répression...

La liste des ministres qui se sont illustrés par leurs votes réactionnaires, sexistes, racistes et en particulier homophobes et transphobes est bien trop longue pour être détaillée!

En grève, dans la rue,
contre ce gouvernement
et sa politique!

Le pouvoir en place ne connaît que le rapport de forces et se moque même de ses institutions bourgeoises et du vote. Pour dégager Macron, Barnier et son gouvernement il n'y aura pas de raccourci via les institutions.

Pour faire barrage à la politique réactionnaire et antisociale de ce gouvernement, pour imposer nos mesures d'urgence, pour dégager Macron, Barnier et son gouvernement, pour sortir de cette 5^e République antidémocratique, il faudra que nous soyons fortEs et déterminéEs, en grève, dans la rue. Cela commence le 28 septembre pour le droit à l'avortement, mais aussi le 1^{er} octobre à l'appel de l'intersyndicale et encore le 12 octobre pour l'Existansinter.

Le 1^{er} octobre nous devons être très nombreuxEs pour défendre des mesures dans la lignée du programme du Nouveau Front populaire: l'augmentation des salaires et de tous les revenus, des plans d'urgence pour les services publics comme la santé et l'école, l'abrogation de la réforme des retraites, de celle du choc des savoirs dans les collèges, pour la défense des droits des

travailleurEs notamment avec le retour des CHSCT, etc.

Le 1^{er} octobre, nous devons aussi être très nombreuxEs pour dénoncer le racisme, le sexisme, la LGBTIphobie de ce gouvernement sous pression du Rassemblement national, pour défendre le droit d'asile, la régularisation des sans-papiers, le droit au logement pour touTEs, pour défendre les droits des femmes et des minoriséEs de genre et en gagner de nouveaux! Nous devons être touTEs dans la rue, uniEs comme nous l'avons été pendant le mouvement contre la réforme des retraites, comme nous l'avons été aussi contre le Rassemblement national et l'extrême droite en juin dernier, comme nous l'avons été aussi pendant le mouvement contre la réforme des retraites.

Il nous faudra dépasser les mobilisations sans lendemain, lier toutes ces luttes pour construire un véritable front social et politique et pour imposer ces mesures d'urgence!

Manon Boltansky

À lire sur le site

Élections dans le Brandebourg:
un œil au beurre noir?, par
Manuel Kellner

CONTRE LE
GOUVERNEMENT
BARNIER-MACRON,
le samedi

21 septembre, des manifestations à l'initiative de l'Union étudiante et de l'Union syndicale lycéenne, avaient lieu dans plusieurs villes de France. Il faudra continuer à mobiliser contre les politiques capitalistes, réactionnaires et racistes qui vont s'aggraver. Toutes et tous dans la rue le 1^{er} octobre!

© NPA

POLITIQUE 1^{er} octobre, 2^e round de la rentrée sociale

Après le succès honorable du 7 septembre, à l'appel des organisations de jeunesse, arrive le 1^{er} octobre appelé par l'intersyndicale CGT-FSU-Solidaires-USL-Union étudiante-UNEF, comme première journée de grèves et de manifestations de cette rentrée sociale.

La rentrée sociale se produit au sortir d'un été où Macron a réalisé un coup de force en refusant la nomination de Lucie Castets, en imposant le maintien d'un gouvernement démissionnaire au nom de la « trêve olympique ». Il a abouti à la coalition avec Les Républicains, et Michel Barnier comme Premier ministre, avec la bénédiction d'un RN en embuscade. Les négociations en cours promettent un gouvernement toujours plus à droite, raciste et réactionnaire.

Dans ce contexte, les promesses d'un retour au parlementarisme agité par les états-majors du NFP et une partie de la classe politique n'ont pas duré longtemps. L'impossibilité de consulter les lettres-plafonds du budget par la commission des finances ont montré l'absence de contre-poids démocratiques réels face à l'hyper-présidentialisme de la 5^e République. Et l'annonce d'une éventuelle destitution de Macron relève bien davantage d'effets de manche que d'une politique concrète.

Un gouvernement d'austérité

Les tiraillements médiatiques entre Barnier et Macron sur une éventuelle hausse des impôts sont symptomatiques du positionnement de la macronie : aucun retour en arrière sur la politique menée depuis 2017 et les cadeaux fiscaux pour les capitalistes n'est envisageable. Cette

mise en scène ne doit pas faire oublier que les deux partagent un accord fondamental sur la politique économique à mener : celle d'un budget d'austérité brutale.

Les premiers chiffres apparus nous préparent à de fortes attaques contre les services publics, en particulier contre le ministère du Travail ou encore



de l'Enseignement supérieur et la Recherche. Cette politique de casse sociale va accompagner la restructuration en cours du secteur industriel, avec son lot de fermetures d'usines et de licenciements. Cela s'illustre notamment dans l'automobile, chez MA France ou Valeo.

Césure entre le politique et le syndical

Dans ce contexte, la réponse de l'intersyndicale n'est pas au niveau. Elle est celle d'une rentrée sociale ordinaire. L'unité contrainte et forcée des législatives qui a poussé les syndicats, et en premier lieu la CGT, à soutenir le NFP n'a pas duré. LFI et les organisations de jeunesse ont appelé au 7 puis au 21 septembre, et l'intersyndicale au 1^{er} octobre. Le repli de chacun sur son couloir et la césure traditionnelle entre politique et syndical empêche la construction d'une riposte d'ensemble. Cela rend d'autant plus urgent la construction de cadres locaux du Nouveau Front populaire pour mobiliser. L'enjeu est d'unifier notre classe, toute notre classe. Face à un gouvernement qui va avancer sur une nouvelle loi immigration, face à un gouvernement toujours plus homophobe et transphobe, il faudra être tout aussi intransigeant sur la lutte contre les oppressions. C'est ce que nous porterons ce 1^{er} octobre et après.

Sally Brina

PROCHE-ORIENT De Gaza au Liban, la guerre coloniale d'Israël doit cesser

Alors que depuis près d'un an se poursuit l'un des conflits les plus meurtriers du siècle, des invasions terrestres durables de l'armée israélienne se dessinent au sud Liban et dans la bande de Gaza.

Le Liban subit des attaques d'ampleur depuis mardi lorsque Israël a déclenché une première vague d'attentats en faisant exploser des milliers de bipeurs piégés, tuant au moins 39 personnes et faisant près de 4 000 blessés et qui s'est poursuivie mercredi. Bien loin d'une attaque « précise » ciblant les membres du Hezbollah, c'est évidemment l'ensemble de la population libanaise qui était ciblée, dans une stratégie de provoquer le chaos et la peur — soit la définition du terrorisme d'État si cette notion avait encore un sens.

Vers une invasion terrestre au sud Liban ?

Depuis vendredi, les frappes aériennes de très forte intensité s'enchaînent, faisant déjà plus de 590 morts au Liban. Ce niveau de violence tranche avec les frappes régulières des deux côtés de la frontière israélo-libanaise depuis le début du génocide. Malgré les morts, les dégâts considérables — des villes dévastées, des zones agricoles détruites par l'usage du phosphore blanc — et plus de 90 000 déplacés, les ripostes étaient limitées, même si largement déséquilibrées puisque Israël a envoyé cinq fois plus de

missiles que le Hezbollah dans la zone frontalière.

Ce front est donc entré dans une nouvelle phase et tout semble indiquer que l'armée israélienne se prépare à une invasion de la zone frontalière, même si l'objectif stratégique semble fou : forcer le Hezbollah à déclencher une guerre « ouverte » ? Obtenir plus d'armes et de financements des États-Unis ? Détourner l'attention des Israéliens de Gaza ? En assimilant la population libanaise au Hezbollah qu'il faudrait éliminer, le ministre israélien de l'Éducation a rappelé que le Liban est à nouveau l'un des terrains de la

guerre coloniale que mène Israël, avec les mêmes techniques de déshumanisation qu'envers les Palestiniens.

Un plan d'occupation du nord de la bande de Gaza

En Palestine, deux projets semblent se dessiner pour Gaza : d'un côté la création d'une zone tampon le long du corridor « Philadelphie » au sud et de l'autre une prise de guerre de plusieurs kilomètres de long au nord autour de la ville de Gaza, ce qui correspondrait à 16% de l'enclave. Plusieurs ministres israéliens ont appelé au nettoyage ethnique de cette dernière alors qu'il y reste environ 300 000 Palestiniens assiégés. Cette expropriation serait la dernière étape avant l'établissement d'une colonie. Ces discussions se déroulent au plus haut niveau de l'État israélien alors que l'ONU vient de voter à une large majorité une résolution qui exige qu'Israël se retire de tous les territoires palestiniens occupés depuis 1967 sous un an. Évidemment cette résolution n'aura que trop peu d'effets, elle reste tout de même un autre outil pour mobiliser dans notre camp et faire pression sur un État qui ne connaît aucune limite et qui a pour stratégie d'entraîner l'ensemble de la région dans une guerre totale.

Louisa D.



PHOTO THÈQUE ROUGE

No comment

On la réforme [l'Aide médicale d'État] Je ne veux pas que la France soit le pays le plus attractif d'Europe pour un certain nombre de prestations sociales d'accès aux soins.

BRUNO RETAILLEAU, TF1, le 23 septembre 2024... alors qu'on sait que l'AME représente 0,5% des dépenses de santé.

Agenda

Samedi 28 septembre, Fête anticapitaliste, Toulouse. De 11 h à minuit, salle des fêtes de Ramonville, concerts à 20 heures.



Samedi 28 septembre, manifestation pour le droit à l'avortement, Paris. À 14h30, de Port-Royal en direction de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

Dimanche 29 septembre, Marche «Sauvons les terres de Gonesse». À 11h, départ gare de Villiers-le-Bel, Gonesse, Amouville.

Mardi 1^{er} octobre, journée de grève et manifestations intersyndicales pour les salaires et les services publics. À Paris rendez-vous à 14h à Denfert-Rochereau.

Samedi 5 octobre, manifestation nationale pour des forêts vivantes, stop aux méga-usines, Guéret (23). À 14h, + d'infos sur 5octobre.org.

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



ÉTATS-UNIS

Le racisme de Trump sème le chaos dans une petite ville de l'Ohio

Nous savons que le racisme est au cœur de la politique de Donald Trump, mais une histoire absurde récente montre à quel point il est dangereux. Et elle révèle à quel point notre société est profondément malade pour qu'il ait encore le soutien de la moitié de l'électorat.

Lors du débat présidentiel entre Kamala Harris et Donald Trump, ce dernier a affirmé que le pays était envahi par des millions d'immigrés clandestins, libérés de prisons et d'hôpitaux psychiatriques de pays du monde entier, qui ont provoqué une vague de criminalité dans les villes américaines. Et, a-t-il dit, dans la ville de Springfield dans l'Ohio, «ils mangent les chiens, les gens qui sont venus, ils mangent les chats, ils mangent les animaux de compagnie des gens qui vivent là».

Les HaïtienNEs visés

L'histoire a commencé par une publication sur Facebook d'Erika Lee, une habitante de Springfield, qui affirmait qu'un voisin avait vu le chat du petit ami de sa fille, qui avait disparu, enlevé et mangé par des HaïtienNEs. [...] Il n'y avait rien de vrai dans tout cela, mais le message Facebook a été repris sur des sites d'extrême droite, puis par le sénateur J.D. Vance, colistier de Trump, qui a repris le récit. Une fois que Trump en a fait état lors du débat, l'histoire est devenue une nouvelle nationale.

Le maire et le directeur de la ville de Springfield ont contesté les fausses affirmations selon lesquelles les immigrés mangent les animaux domestiques, mais Trump et Vance ont continué à répéter l'histoire lors de leurs rassemblements. L'histoire bien sûr suggère que le peuple haïtien est un peuple sauvage. Donald Trump Jr., qui parle souvent au nom de son père, a ajouté ceci. «Vous regardez Haïti, vous regardez la composition démographique, vous regardez le QI moyen — si vous importez le tiers-monde dans votre pays, vous allez devenir le tiers-monde», a-t-il déclaré sur une chaîne de télévision conservatrice. «C'est tout simplement élémentaire. Ce n'est pas raciste. C'est juste un fait.»

Trump dénoncé par le gouverneur républicain de l'Ohio

Le langage raciste de Trump a rapidement créé le chaos à Springfield, car des provocateurs ont commencé à lancer des alertes à la bombe qui ont finalement conduit les autorités à fermer les écoles localement, les hôpitaux et la mairie, ainsi que l'université Wittenberg et le Clark State College. [...] Les HaïtienNEs de Springfield ont peur et sont inquiets.

Mike DeWine, le gouverneur républicain de l'Ohio, qui est né et a grandi à Springfield, a également désavoué les fausses affirmations sur les immigrés haïtienNEs. [...] Springfield est une ville de 60 000 habitantEs qui a accueilli ces dernières années entre 12 000 et 15 000 immigrés haïtienNEs. Ces immigrés ne sont pas des «illégaux», comme l'ont prétendu Trump et Vance, mais bénéficient d'un «statut de protection temporaire», qui leur permet de vivre et de travailler aux États-Unis parce qu'il n'est pas sûr pour eux de retourner dans leur pays d'origine. Comme l'a écrit M. DeWine, «ils sont là légalement. Ils sont là pour travailler».

Dans ses meetings, Trump s'insurge contre ce qu'il appelle une invasion d'immigrés qui sont, selon lui, des «animaux», de la «vermine» qui «empoisonnent le sang de notre pays». Trump promet qu'en tant que président, il lancera un effort national pour rassembler des millions d'immigrés clandestins et les expulser. Il dit maintenant qu'il commencera à Springfield. Raison de plus pour empêcher ce dangereux raciste de devenir président.

Dan La Botz, traduction par la rédaction

Il s'est félicité de ses six années au pouvoir. L'économie en termes généraux affiche des chiffres largement positifs : les mesures d'augmentation des salaires minimaux, des pensions, des bourses pour les jeunes n'ont pas été effacées par l'inflation qui reste très en dessous de celle de la plupart des pays d'Amérique latine.

Pour les travailleurEs, les communautés indigènes et la population pauvre du Mexique, on reste bien en dessous des promesses de la «Cinquième Transformation» du début du sexennat mais la différence est telle avec tous les gouvernements précédents depuis des dizaines d'années qu'Andres Manuel Lopez Obrador (AMLO) se «retire» dans sa propriété du Chiapas avec une cote de popularité à un niveau jamais atteint au Mexique (plus de 70%).

La justice : bastion de la droite

Il laisse à celle qu'il a adoubee et aux parlementaires de son parti, MORENA, qui ont la majorité absolue au Parlement, le soin de faire appliquer la dernière grande loi constitutionnelle qu'il a fait passer au grand dam de l'opposition et de larges secteurs de la bourgeoisie. Il s'agit de la réforme du pouvoir judiciaire.

Au Mexique, jusqu'à cette loi, les juges, du haut en bas de la hiérarchie, étaient sélectionnés par des procédures complexes et souvent opaques. Ce qui laissait la place aux trafics d'influence, au népotisme et à une corruption très largement répandue. Le sommet

MEXIQUE La dernière réforme d'AMLO, un cadeau empoisonné ?

Le 15 septembre dernier, fête nationale mexicaine, Andres Manuel Lopez Obrador a fait un discours «d'adieu» devant 300 000 personnes enthousiastes rassemblées sur le Zocalo, la grande place de Mexico. Il quittera en effet ses fonctions le 1^{er} octobre prochain et laissera sa place à la nouvelle présidente triomphalement élue en juin dernier, Claudia Sheinbaum.

du pouvoir judiciaire, la Cour suprême de Justice fonctionnait en outre comme une machine à couvrir les intérêts des classes privilégiées et avait plusieurs fois fait barrage à des lois sociales ou antilibérales qu'AMLO avait voulu promulguer. Bien qu'en tant que président il ait eu le pouvoir de désigner certains de ses membres, sur les 11 membres actuels de cette cour, seuls trois lui étaient favorables. D'une façon générale, le pouvoir judiciaire au Mexique représente clairement un bastion de la droite et des possédants. Et AMLO ou même la nouvelle présidente pouvaient craindre des «coups d'État institutionnels» comme ceux opérés au Brésil contre Lula ou Dilma Rousseff.

La population soutient la loi constitutionnelle

La loi qui vient d'être votée prévoit l'élection par la population de tous les juges au Mexique. Elle a été approuvée par des majorités qualifiées à la Chambre des députés et au Sénat (après quelques manœuvres tout sauf démocratiques). Mais elle s'est heurtée à l'opposition frontale non seulement de la coalition des partis

de droite (PAN, PRI, PRD...) mais aussi de l'immense majorité des fonctionnaires et travailleurEs de la justice. Les 55 000 travailleurEs de la justice ont fait grève pendant plus d'un mois et manifesté par dizaines de milliers dans les rues contre cette loi. Bien sûr, ils ont été soutenus à grands cris par les partis de l'ancien régime et par les grands médias. Par contre, la grande majorité de la population soutient cette loi, parce qu'elle n'a aucune confiance dans le pouvoir judiciaire actuel et parce que c'est AMLO qui la propose et la droite qui s'y oppose.

Une loi imposée sans concertation

Cette loi pose cependant de nombreux problèmes sociaux, politiques et démocratiques. Si une bonne partie des travailleurEs de la justice, bien qu'étant pour beaucoup électeurs d'AMLO, s'y opposent c'est parce qu'elle leur a été imposée sans aucune concertation et qu'elle va mettre fin à de nombreuses possibilités de promotions internes. Il est évident que le parti de Lopez Obrador, va dans la conjoncture actuelle disposer du contrôle des trois



pouvoirs — exécutif, législatif et judiciaire — notamment grâce à la procédure de sélection des candidatEs aux postes de juge qui reste très opaque et risque de n'empêcher ni les manœuvres ni la corruption à de nombreux échelons.

Au bout du compte cette réforme est caractéristique de la nature du gouvernement sous AMLO : une part de volonté transformatrice réelle, une application d'en haut et largement imparfaite s'appuyant sur le seul prestige du guide suprême et en aucun cas sur la mobilisation et le contrôle populaire.

Commission Amérique latine

TANZANIE L'expulsion des Masai de leurs terres sur l'autel du profit

Remplacer les éleveurs par les touristes qui rapportent plus, voilà la politique du gouvernement tanzanien avec la complicité des grandes ONG occidentales.

Joseph Oleshangay a entrepris une tournée européenne pour alerter les autorités et les ONG sur la situation des Masai de Tanzanie. Avocat, issu de cette communauté d'éleveurs, il s'est engagé, malgré les menaces et les pressions, à lutter contre les expulsions massives des Masai de leurs terres ancestrales, notamment dans la région de Ngorongoro.

Politique de harcèlement

Depuis plusieurs années les autorités tanzaniennes s'échinent à tenter de déloger ces pasteurs de leurs terres. Elles reprochent à leur bétail de détruire le riche écosystème de la région de Ngorongoro où se dresse fièrement le volcan Ol Doinyo Lengai. Une région dans laquelle on peut trouver des animaux de la faune sauvage. Ainsi les vaches des Masai représenteraient un danger pour les lions, hyènes, rhinocéros, zèbres et autres.

Le gouvernement en agissant sous la Government Notice (GN 673) a procédé à la radiation de 11 circonscriptions, 25 villages et près de 96 hameaux, entraînant la suppression du registre électoral et privant ainsi de leur droit de vote les membres de la communauté. Il a aussi fermé les services d'éducation et des dispensaires médicaux. C'est ainsi que faute



WWW.OAKLANDINSTITUTE.ORG

de vaccination, la rougeole refait son apparition. Dans le même temps, les gardes forestiers réquisitionnent le bétail, plongeant nombre de familles dans la misère. Le but est d'expulser 110 000 Masai de leurs terres.

Le profit contre l'écologie

Il ne s'agit pas d'«écologie punitive» de la part du gouvernement tanzanien, son but est le profit en développant le tourisme dans cette région : un tourisme de luxe et notamment le créneau fort lucratif de la chasse aux trophées. À cette fin, le gouvernement tanzanien a octroyé à la famille royale des Émirats arabes unis les terres de Loliondo pour la chasse aux fauves. Les Masai vivant sur ces terres ont été expulsés et certains ont tenté d'y revenir ont été tués par les forces de sécurité. Mais il vise aussi

un tourisme de masse, l'objectif gouvernemental pour 2025 est d'atteindre cinq millions de visiteurs et six milliards de dollars de recettes qui devraient aller directement dans les poches du milieu restreint des hommes d'affaires et des politiciens du pays. Par contre cette politique met réellement en danger l'équilibre écologique de la région par les constructions d'infrastructures nécessaires à l'accueil de centaines de milliers de personnes. Comme le soulignait Joseph Oleshangay : «En 1976, il y avait une route à l'intérieur même du cratère. Aujourd'hui, il y en a 29 ! Les voitures y circulent toute la journée et ça stresse les animaux sauvages.»

Colonialisme vert

Cette politique, hélas, n'est pas propre à la Tanzanie. Elle est

partagée par beaucoup de pays africains et bénéficie du soutien et de l'encadrement des grandes ONG comme WWF, the Nature Conservancy et même l'Unesco. Ainsi pour Ngorongoro, WWF en 2019 promouvait la réduction du nombre de Masai et de bétail à «un minimum acceptable», quant à l'Unesco elle défendait la transformation de Ngorongoro en réserve naturelle sans population à l'exception du maintien de quelques bomas (enclos communautaire pour le bétail)... pour le tourisme culturel.

Cette politique de promotion de réserves naturelles vient directement des politiques coloniales. À l'époque, il s'agissait de conserver une nature vierge réifiée en une sorte d'éden terrestre. Rien n'a vraiment changé, si ce n'est que l'on parle maintenant de biodiversité. Mais les moyens restent les mêmes : discréditer, voire criminaliser les activités agropastorales des populations qui y vivent depuis des siècles, dans le but de les expulser en utilisant une expertise que serait censée posséder les grandes ONG occidentales.

Les Masai se sont mobilisés. Ils et elles bloquent le flux de véhicules des touristes, engageant des actions en justice et ont organisé une manifestation massive rassemblant plus de 40 000 personnes. Ils et elles rappellent que ce sont eux les garantEs de la protection de la nature et non le gouvernement tanzanien qui a autorisé TotalEnergies à procéder au forage de 419 puits dans le parc naturel des Murchison Falls.

Paul Martial

CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET L'UBÉRISATION, DÉFENDRE LE 100% SÉCU

Le gouvernement Barnier a pour principal objectif d'imposer un budget d'austérité en prolongeant la politique de privatisation, marchandisation et ubérisation, dans le domaine de la santé.

Combattre l'austérité, défendre la Sécu

La fonction du gouvernement Barnier est, pour Emmanuel Macron, de poursuivre, malgré sa défaite aux législatives, les politiques libérales d'austérité et de privatisation menées depuis 2017. L'échéance immédiate consiste pour lui à obtenir le vote, avant la fin de l'année, du budget de l'État et la loi de financement de la Sécurité sociale.

Un débat en trompe-l'œil

Les tensions apparues, lors de la constitution du gouvernement, entre macronistes refusant toute augmentation d'impôts et Barnier défenseur d'un effort « partagé » et de plus de « justice sociale », portent seulement sur la meilleure manière de faire accepter l'austérité.

Selon la formule de Romaric Gaudin « les proches de Michel Barnier estiment que les dégâts sociaux et politiques sont tels qu'il faut une stratégie de contournement pour pouvoir poursuivre cette politique de classe »¹.

Quelques mesures conjoncturelles (taxation provisoire de grandes entreprises et des plus fortunés) apparaissent aujourd'hui nécessaires... pour faire avaler la poursuite de la destruction des services publics et de la protection sociale. Il s'agit de créer l'illusion que « tout le monde » est mis à contribution. Les premières indications transmises par le

nouveau Premier ministre confirment, derrière cet écran de fumée, la volonté de tailler toujours plus (10 ou 15 milliards ?) dans les dépenses publiques (à l'exception bien sûr de l'armée et de la police).

La Sécu au cœur des politiques d'austérité

Si le débat public se concentre actuellement sur le vote du budget de l'État, les politiques d'austérité couvrent un domaine beaucoup plus vaste. Les collectivités locales sont contraintes chaque année de faire plus avec moins et d'économiser sur leurs missions de service public. Mais c'est la Sécurité sociale qui reste une cible déterminante pour ce gouvernement, en raison de son

La Sécurité sociale reste une cible déterminante pour ce gouvernement, en raison de son rôle central dans la répartition de la richesse produite entre salaires et profits

rôle central dans la répartition de la richesse produite entre salaires et profits.

Le budget de la « Sécu », c'est une masse de 640 milliards d'euros², plus du quart du PIB (richesse produite) du pays. Elle reste encore aujourd'hui financée à 56,4%³ par des cotisations sociales, c'est-à-dire une partie de la masse salariale que les patrons sont dans l'obligation de verser aux caisses de Sécurité sociale pour financer des besoins

sociaux fondamentaux : l'éducation des enfants (allocations familiales), la santé, les retraites.

Transformer ces droits sociaux pour toutes et tous en une assistance minimum « aux plus démunis », en reporter le financement sur des impôts injustes pour maintenir les profits a été l'enjeu des contre-réformes pratiquées par tous les gouvernements « de droite » ou « de gauche ».



Les allègements de cotisations sociales s'élèvent à 83 milliards d'euros – à mettre en face du prétendu « déficit » de 16,6 milliards de la Sécurité sociale

Qu'il suffise ici de rappeler que les allègements de cotisations sociales s'élèvent aujourd'hui à la somme vertigineuse de 83 milliards d'euros dont sont privées les caisses de retraites et le système de santé. Une somme à mettre en face du prétendu « déficit » de 16,6 milliards de la Sécurité sociale annoncé pour 2024.

Étatisation et fiscalisation au service des politiques libérales

La Sécurité sociale, fondée en 1945 comme institution au moins partiellement indépendante de l'État, financée par des cotisations et sous le contrôle des représentants élus des assurés sociaux a été démantelée au fil du temps au moyen de deux outils complémentaires : la fiscalisation et l'étatisation. En créant la CSG, en 1990, le gouvernement de Michel Rocard (PS) a ouvert la voie à une transformation en impôt (avant tout payé par les salariéEs et retraitéEs) des cotisations versées par les employeurs. Les gouvernements successifs ont poursuivi dans cette voie. Aujourd'hui le MEDEF veut aller encore plus loin en instaurant une TVA dite « sociale » (l'impôt le plus injuste) à la place des cotisations.

En instaurant le vote chaque année des lois de financement de la Sécurité sociale par le Parlement, la réforme Juppé de 1995 a définitivement privé les assurés sociaux de toute forme de contrôle sur les dépenses et recettes de la Sécu. La Sécurité sociale est devenue pour le ministère des Finances une sous-branche des « comptes publics » dont il a la gestion.

« La Sécu, elle est à nous »!

Face à un gouvernement illégitime qui entend poursuivre une austérité aggravée, il faudra des mobilisations à l'occasion du vote de la loi de financement de la Sécurité sociale, pour imposer le retrait de la réforme des retraites et le financement du système de santé à la hauteur des besoins. Elles doivent se situer dans la perspective de réappropriation de leur « Sécu » par les assurés sociaux qu'illustre la formule si souvent scandée dans les manifestations « la Sécu, elle est à nous ».

J.C. Delavigne

1 – Romaric Gaudin, « Hausses d'impôts : le faux débat entre Attal et Barnier », Mediapart : <https://www.mediapart.fr/journal/economie-et-social/190924/hausses-d-impots-le-faux-debat-entre-attal-et-barnier>
2 – Le budget de l'État s'élève à 492 milliards en 2024.
3 – Les chiffres clés de la Sécurité sociale 2023.

Service public de santé de proximité contre les déserts médicaux

À la campagne comme au pied des tours, la désertification médicale s'aggrave. Les délais pour obtenir un rendez-vous s'allongent. Impossible de trouver un médecin traitant pour 7 millions de personnes, dont 650 000 en affection de longue durée, tandis que l'effondrement des petites urgences en ville sature les urgences hospitalières. Une pénurie qui va s'aggraver quand on sait que 47% des médecins ont plus de 55 ans, et que seuls 7984 postes d'interne ont été ouverts cette année, alors que Gabriel Attal avait promis dans *le Parisien* de former 16 000 médecins par an d'ici 2027!

Former et titulariser

La première exigence, c'est de former plus de médecins

et de professionnels de santé. C'est un tout autre chemin que suit le projet de budget d'austérité de l'État et des universités, alors qu'il faudrait un plan pluriannuel avec des moyens, pour aller très vite vers 16 000 médecins formés chaque année. La deuxième exigence, c'est celle d'un salaire étudiant pour touTEs, couplé avec un engagement de service public, dans une filière élitiste qui compte moitié moins de bourgeois que les autres filières universitaires. Le meilleur moyen d'avoir des installations dans les banlieues populaires et à la campagne, c'est de former des jeunes qui en sont issus et qui y feront aussi leur formation!

Mais former un médecin prend au moins 10 ans. Alors, il y a urgence à multiplier les

formations passerelles pour permettre aux infirmierEs de devenir médecins, et de reconnaître les diplômés des Padhue (PraticienNEs à diplômes hors Union européenne) qui font vivre l'hôpital depuis des années avec des statuts précaires et mal payés. Ils représentent jusqu'à 8% des inscriptions à l'Ordre des médecins.

Un service public de santé communautaire, avec les usagerEs!

Profitant de la pénurie, organisée par tous les gouvernements libéraux, fleurissent les solutions de « médecine sans médecin ». Une ubérisation, synonyme de financiarisation, qui menace autant la qualité de prise en charge des patientEs que la qualité du travail et l'indépendance des

professionnels. Alors le mouvement social doit porter ses propres réponses à la pénurie, à la répartition inégale et à l'exercice solitaire de la médecine libérale, centré essentiellement sur le curatif et le paiement à l'acte. D'autant

Le mouvement social doit porter ses propres réponses à la pénurie, à la répartition inégale et à l'exercice solitaire de la médecine libérale

que le vieillissement de la population et les polyopathologies chroniques imposent une autre organisation de la médecine de ville, avec les patientEs au centre du dispositif, notamment d'éducation à la santé, les travail-

leurEs sociaux, l'école... Une solution globale, qui passe par la création d'un service public de santé de proximité, de centres de santé communautaire, prenant en charge le soin pluridisciplinaire, physique et psychique, la

prévention, la formation des futurs médecins, la recherche, la démocratie sanitaire, en lien avec l'hôpital, dans le cadre de la gratuité permise par un 100% Sécu. Ces centres de santé publics doivent d'abord ouvrir dans

les déserts médicaux pour constituer demain un véritable service public de santé de proximité sur tout le territoire. Des centres de santé publics de proximité assurant aussi les petites urgences de début de nuit. Avec des médecins salariés, déchargés donc des tâches administratives chronophages de la médecine libérale, dont l'indépendance serait garantie, avec un temps de travail, des vacances, repos compensateurs et congés de maternité garantis. Une solution bien plus efficace qu'une contrainte ajoutée à l'installation des libéraux, toujours contournée en situation de pénurie, et susceptible d'attirer les jeunes médecins qui se détournent de l'exercice libéral, pour en finir avec les déserts médicaux.

Frank Prouhet

BREST Premier hommage aux résistants trotskistes

Samedi prochain 5 octobre, la ville de Brest rendra hommage aux résistants trotskistes, français et allemands, victimes de la terreur nazie.

À partir de 11 heures, deux plaques mémorielles bilingues, français et allemand, seront dévoilées. La première au 87 rue Richelieu, là où la Gestapo arrêta plusieurs des militants brestois du Parti ouvrier internationaliste, en hommage à Robert Cruau, responsable du travail en direction de soldats allemands, abattu le 6 octobre 1943, et à ses quatre camarades qui périrent dans les camps nazis, Georges Berthomé, Yves Bodénez, André Floc'h et Albert Goavec.



DR

La seconde, près de l'arsenal, en hommage aux soldats allemands antinazis regroupés autour du bulletin clandestin *Arbeiter und Soldat* qui, tous, furent fusillés ou expédiés sur le front de l'Est.

Refusant toute responsabilité collective des peuples dans cette guerre, ces jeunes résistants internationalistes opposèrent au nazisme, la fraternisation ouvrière pour que la défaite d'Hitler soit la victoire des travailleurEs.

En lien avec l'association Les amis d'Arbeiter und Soldat, la ville de Brest sera la première à rendre hommage à ces résistants trotskistes dans le respect de leur identité politique.

Un colloque, à l'initiative de l'association Les amis d'Arbeiter und Soldat (14h30, salle des syndicats, 2 rue de la Harteloire), clôturera cette journée autour d'historiens et de journalistes allemands et français :

– Nathaniel Flakin, journaliste berlinois, présentera sa biographie de Martin Monath : *Un Juif berlinois organise la résistance dans la Wehrmacht. Arbeiter und Soldat*, Éditions Syllepse ;

– François Préneau présentera *Résistance antinazie, ouvrière et internationaliste. De Nantes à Brest, les trotskistes dans la guerre (1939-1945)*, Éditions Syllepse ;

– Jean-Yves Guengant, historien brestois, auteur de nombreux ouvrages dont *Les Disparus de Pontaniou* (Coop Breizh), fera le point sur les recherches pour identifier les soldats allemands fusillés à Brest ;

– Olivier Doriane, journaliste à la *Tribune des Travailleurs*, interviendra sur l'actualité du combat d'Arbeiter und Soldat ;

– Claudius Naumann, historien berlinois, reviendra sur la *déclaration des communistes internationalistes de Buchenwald*.

FÉMINISME Mon corps, mon choix! S'organiser pour s'émanciper

Cette journée mondiale pour le droit à l'IVG est un moment de mobilisation incontournable pour les féministes, particulièrement depuis que ce droit a été remis en question aux États-Unis en 2022 avec l'abrogation de l'arrêt *Roe vs Wade*.

Le droit à disposer de son corps est une condition pour la réalisation des autres droits et l'émancipation de chacune. La date du 28 septembre doit donc être inscrite dans tous les agendas, comme le 25 novembre contre les violences faites aux femmes et aux minorités de genre, et évidemment le 8 mars.

Le droit à l'avortement en recul dans le monde

Selon un rapport publié par le Sénat en février dernier, le droit à l'avortement est en recul dans le monde : 41% des femmes en âge de procréer résident dans des pays où la législation est restrictive, en particulier en Afrique et en Amérique du Sud. Même en Europe, 20 millions de femmes n'ont toujours pas accès à l'avortement, nos droits sont menacés par des gouvernements réactionnaires ou mal appliqués faute de moyens alloués (comme en France). L'Initiative citoyenne européenne pour un mécanisme financier de l'UE obligeant les États à garantir un accès sécurisé à l'avortement pour toutes est par conséquent bienvenue et doit être soutenue.

Ce 28 septembre, nous sommes des dizaines de milliers à manifester dans toute la France, à l'appel du collectif national « Avortement, les femmes décident » et des regroupements locaux d'associations, de syndicats et de partis progressistes.

LAURENCE GARNIER
À LA RELANCE DE LA
CONSOMMATION

DES
GINTRES ET
DES AIGUILLES
À TRICOTER...



CHARMAG

Lancée en avril dernier par une coalition d'associations féministes de 8 pays (au départ en Slovaquie, puis en Pologne, Irlande, Autriche...), elle a besoin d'un million de signatures européennes. La campagne est à suivre sur myvoice-mychoice.org. La constitution de réseaux internationaux de lutte est à encourager pour l'avenir.

Partout, les mouvements anti-choix sont de plus en plus offensifs, en France, sur les réseaux sociaux, et ils s'en prennent à

des locaux du Planning familial ! La nomination de Barnier, qui a voté contre le remboursement de l'IVG en 1982, laisse craindre une aggravation. Et ce n'est pas le rabaissement de la cause de l'égalité femmes-hommes, qui ne bénéficie même plus d'un ministère, qui va nous rassurer...

Préparer des mobilisations massives

Au-delà du 28 septembre, faisons le lien avec les mobilisations contre les violences sexistes

et sexuelles. Consacrons les semaines à venir à préparer des initiatives de rue les plus massives possibles autour du 25 novembre. Car c'est le rapport de forces qui imposera les mesures qui, comme dans l'État espagnol, permettent que les violences reculent : une loi-cadre de protection intégrale et un budget 3 fois supérieur à celui alloué en France. Dans chaque entreprise, service, université, école ou quartier, il est possible de profiter de la date pour une action de sensibilisation, discutons-en ! Nous avons besoin de l'engagement de toutes, mais aussi de tous pour déconstruire le machisme.

Plus largement, c'est par la mobilisation tout au long de l'année que nous gagnerons l'égalité. Cela nécessite de grossir les associations anti-patriarcales, de renforcer les commissions féministes dans les syndicats, de réunir des assemblées sur les lieux de travail, d'étude ou dans les localités, de construire des collectifs locaux qui fassent converger toutes ces énergies. Comme le dit notre hymne, « Debout » les femmes, organisons-nous !

Commission nationale d'intervention féministe

1 – <https://www.myvoice-mychoice.org/>

INDUSTRIE Licenciements massifs dans l'automobile

Nouvelle tempête pour l'industrie automobile européenne. Licenciements et fermetures d'usines n'ont pas cessé depuis la grande crise de 2008-2009, à un rythme inégal selon les pays et les firmes.

La nouveauté est que l'Allemagne, pays industriel et automobile le plus puissant d'Europe est aujourd'hui atteint par la crise. Et la France et l'Italie ne sont pas épargnées.

Chute des ventes

Avant la pandémie, 15 millions de voitures étaient vendues en moyenne chaque année en Europe. Depuis, la moyenne se situe autour de 12 millions, alors que les capacités de production sont restées globalement stables. Volkswagen et les autres firmes automobiles allemandes ont compensé par des investissements et des ventes en Chine : 40% de la production mondiale de Volkswagen y est effectuée, principalement à destination de ce pays-continent. La nouvelle concurrence chinoise casse cet eldorado. Cumul des difficultés : l'arrêt des primes cadeaux aux acheteurs de ces véhicules au prix moyen de 35 000 euros a entraîné une chute des ventes en Allemagne de 70% par rapport à l'année précédente. Pour toute l'Europe la baisse est de 40%.

Les salariéEs paient la casse

Au lieu de revoir leurs plans et, pourquoi pas, de chercher à produire autre chose que des voitures, Volkswagen s'est retourné contre ses salariéEs, près de 300 000 en Allemagne. La firme voudrait fermer l'usine Audi située en Belgique et trois autres usines en Allemagne.

Une première dans l'histoire de la marque ! Elle a dénoncé les accords contractuels passés avec le syndicat IG Metall. Celui-ci a déclaré se préparer à une « résistance massive ». Les capacités de mobilisation et d'organisation d'IG Metall sont bien supérieures à celles des fédérations de la métallurgie des syndicats français. Preuve en avait été fournie, il y a deux ans, par la grève obtenant des augmentations de salaires de près de 8%. En Belgique une manifestation de soutien à ceux et celles de l'usine Audi a réuni 10 000 participantEs. Ces derniers mois, en France, avec un gouvernement démissionnaire sur des semaines, ce fut une suite de fermetures d'usines chez les équipementiers automobiles. Dès le mois de mai, la dernière usine automobile de Seine-Saint-Denis, MA France, fournissant notamment des pièces d'emboutissage pour l'usine Stellantis de Poissy, était mise en liquidation : 400 emplois supprimés – 280 CDI et 120 intérimaires. L'usine est toujours occupée. Dans les Ardennes, les deux sites de l'usine Walor à Vouziers et Bogny-sur-Meuse fabriquant des pièces de fonderie pour les moteurs thermiques sont menacés de fermeture : 235 emplois en cause. À Strasbourg, l'usine Dumarey Powerglide fabriquant des boîtes de vitesses est étranglée par l'arrêt des commandes de l'équipementier allemand DF, qui lui-même supprime 15 000 emplois en Allemagne. En

cours de discussion : 300 licenciements prévus sur un effectif total de 500. Et Valeo voudrait fermer trois sites dont deux usines situées dans la Sarthe et en Isère ainsi qu'un centre de recherches dans les Yvelines. 1200 emplois sont directement menacés. Valeo, qui a réalisé en 2022 un chiffre d'affaires de 20 milliards d'euros, emploie 109 000 salariéEs répartis dans 32 pays. Les mesures annoncées ne sont pas des cessations d'activités mais des délocalisations.

Résistances

Des débrayages ont eu lieu dès l'été dans les sites menacés. Un premier rassemblement d'ampleur nationale devant le siège de Valeo a réuni près de 300 participantEs, avec des prises de parole notamment de la secrétaire de la CGT Sophie Binet et du responsable Sud de l'usine Stellantis de Poissy Jean-Pierre Mercier, également porte-parole de Lutte ouvrière, et d'une députée LFI. Cette initiative a été comprise comme un premier pas vers les résistances à amplifier dans les différents établissements.

Les conditions de cette mobilisation indispensable donnent la mesure de la désynchronisation entre la polarisation politique aiguës par les pratiques antidémocratiques de Macron et les luttes sociales tout en défensive contre des attaques patronales qui s'intensifient.

Une prochaine échéance mobilise déjà les équipes militantes de la filière automobile, celle du 17 octobre devant le Mondial de l'automobile. Ce sera le moment d'exprimer pour celles et ceux qui produisent leurs revendications contre les fauteurs de licenciements et de dégâts pour le climat. « Sans nous pas de bagnoles », mais sans eux – les patrons et les actionnaires –, tout serait possible pour satisfaire les besoins de la majorité de la population.

Jean-Claude Vessillier

BD **Petite fille deviendra grand, de Louis Feghlou et Marie-Lou Lesage**

Leduc Graphic, 2024, 152 pages, 19,90 euros.

Connu sur les réseaux sous le nom de @loulouparfois, Louis Feghlou sensibilise le public, à travers ses posts, à la transidentité. Avec ce récit autobiographique, joliment mis en images par Marie-Lou Lesage, sur une proposition de leur éditrice Louise Giovannangeli, il raconte son parcours de transition entre doutes, détermination, rejets et acceptation.

Qui l'on est...

Le livre traîne, un peu à dessein, sur le coin d'une table. L'enfant de 11 ans, grande amatrice de bandes dessinées, l'aperçoit et l'embarque dans son antre. La BD est dévorée en une poignée de minutes et, au détour d'une conversation, l'occasion est donnée de lui demander ce qu'elle en a pensé, retenu : « *ben, ça montre qu'on ne choisit pas de qui on tombe amoureux. Qu'il y a toujours des gens pour nous aider. Et que dans la vie, on ne peut pas changer qui on est* ». La formule est amusante et sonne particulièrement juste. C'est bien tout le sujet de cette histoire : une transition de genre, ce n'est pas « changer », c'est même tout le contraire. C'est pouvoir être, aux yeux du monde et de la société, qui l'on est réellement. Si c'est aussi limpide pour une enfant de 11 ans, c'est parce que cette histoire sait mettre les mots sur des ressentis, et nous les faire partager, comme une évidence.



Et comment on le devient

Ce livre, c'est l'histoire d'une petite fille... qui n'aurait pas dû en être une. Si chaque transition est différente, Louis fait partie de ceux qui se sont toujours sentiEs à part. Tout petit, il attendait avec impatience de voir « pousser son zizi », et ne se sentait bien que dans les jeux qu'il partageait avec son cousin, loin des codes ultragenrés des cours de récréation. Élevé au sein d'une grande famille très religieuse, l'auteur vit lors de ses années lycée son premier amour homosexuel, en même temps qu'il se heurte au rejet violent d'une partie de son entourage. Soutenu par sa mère, il finit par réaliser que s'il ne se sent pas à sa place, c'est parce qu'il n'y est, effectivement, pas encore, et entame son parcours de transition. Avec l'amour d'une partie de sa famille et de ses amiEs, il franchit chaque étape du processus qui lui permettra, finalement, de se sentir bien dans son corps et son identité.

Cette BD, qui traite avec douceur d'un sujet complexe, est à la fois une main tendue pour ceux qui cherchent à se sentir moins seulEs, et un merveilleux témoignage permettant à chacunE de comprendre, de s'identifier. Dans un monde où la transphobie tue, toujours, sa lecture en est d'autant plus nécessaire.

Cyrielle L.A.

ESSAI **La force des femmes, de Denis Mukwege**

Traduction Marie Chuvin et Laetitia Devaux, Éditions Gallimard, collection Folio actuel n° 195. 400 pages, 9,40 euros.

La présentation du gynécologue congolais Denis Mukwege comme « l'homme qui répare les femmes » est des plus réductrices. Denis Mukwege est d'abord et avant tout un militant féministe, une cause à laquelle il consacre sa vie. À travers son ouvrage salutaire et émouvant, on partage son cheminement, de la prise en charge médicale des femmes à la critique radicale des sociétés patriarcales qu'elles soient africaines ou occidentales.

La force de revivre

Les débuts de sa carrière médicale sont consacrés aux soins des femmes notamment lors des accouchements difficiles. Puis avec la venue des conflits armés dans le pays, l'essentiel de son travail consistera à soigner les victimes des viols et violences sexuelles. Ce n'est pas la moindre des qualités de cet ouvrage d'expliquer simplement, en quelques phrases, les raisons des conflits qui secouent la République démocratique du Congo (RDC) depuis plus de trente ans. Avec l'auteur, à travers des portraits attachants de femmes victimes de ces violences, on comprend que les actes de soins doivent être accompagnés aussi d'un soutien psychologique, moral mais aussi d'une aide sociale et économique permettant aux victimes de pouvoir vivre décemment.

Il relate la manière dont les victimes sont soignées, comment elles sont prises en charge par les femmes de l'équipe : les « *mamans chéries [...]* Elles sont à la fois des infirmières, des assistantes sociales et des psychologues » et « *délivrent autant de câlins et de musique que de médicaments* ». À force d'écoute, de tendresse et d'amour, elles permettent à ces survivantes parfois des adolescentes, de reprendre vie en se débarrassant du sentiment de honte et de culpabilité. On apprend le rôle majeur des anciennes victimes dans la réalisation du projet d'accompagnement social et économique. Pour construire la « Cité de la Joie », l'entreprise de bâtiment a eu l'obligation d'embaucher des femmes, cassant ainsi la division genrée du travail.

Un lourd tabou

L'auteur considère que le viol est rendu possible par des siècles d'oppression patriarcale. En décrivant la vie quotidienne des Congolaises dans les zones rurales, on prend la mesure du degré d'oppression et d'exploitation subies.

Mukwege raconte cette anecdote terrifiante. Ayant en face de lui un combattant d'une des milices qui sévit en RDC, il lui demande pourquoi ces viols sont accompagnés en plus

de sévices atroces. Sa réponse, de l'aveu de l'auteur, lui glace le sang : « *Quand on tranche la gorge d'une chèvre ou d'un poulet on ne se pose pas de question. Une femme, c'est pareil. On fait ce qu'on veut avec.* »

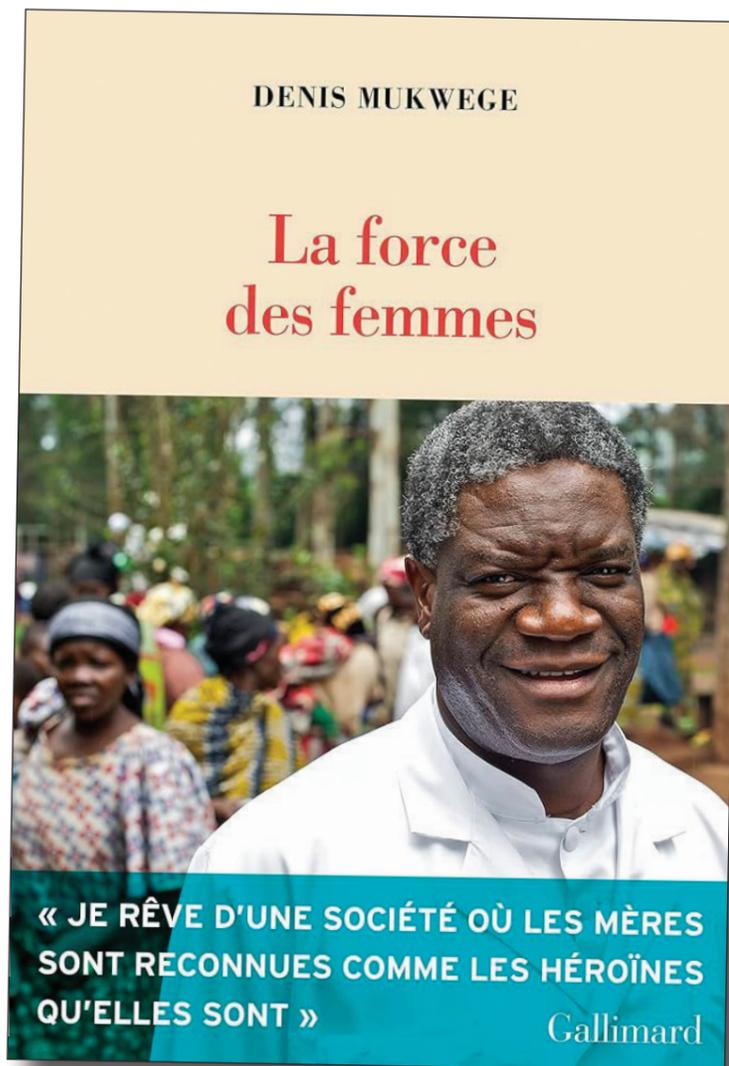
Un des mérites de ce livre est l'analyse pluri-dimensionnelle du viol. Dans les situations de conflit il est considéré comme une arme de guerre dont le but est d'annihiler les liens sociaux du camp ennemi ou de mener des campagnes de purification ethnique. Il permet aussi aux groupes armés, comme Daesh, de recruter et garder leurs membres en promesse de femmes. Des témoignages de miliciens font état d'une sorte d'addiction dans ces actes de violence. En RDC, les viols massifs sont aussi un moyen pour pousser des populations à partir afin de s'attribuer l'exploitation des mines.

Mais il existe un point commun à ces crimes, leur invisibilisation. Mukwege nous interroge

sur l'appréhension de notre propre passé historique. Parle-t-on, lors des différentes commémorations de guerre, des victimes de viol ? Ne préfère-t-on pas passer sous silence les violences sexuelles des alliés lors de la Seconde Guerre mondiale ? Qui évoque les viols lors du génocide des juifs par les nazis ?

Mukwege note avec une grande satisfaction que les mouvements féministes comme #MeeToo ont permis de briser le silence sur ces crimes signifiant le début d'une remise en cause de l'impunité pour les agresseurs. Si les lois nationales et internationales ont évolué dans le bon sens, leur application reste dans la plupart des cas problématique et seules les mobilisations permettent l'effectivité de ces dispositions juridiques. Denis Mukwege nous invite à les renforcer en « *transformant nos émotions en action* ».

Paul Martial



CINÉMA **Le procès du chien, de Laetitia Dosch**

Film franco-suisse, durée 1h 23 min, sorti le 11 septembre 2024.

Faut-il tuer un chien qui mord ? En droit, si les séquelles sont graves, la réponse est oui. D'un côté, le chien est la « chose » de son maître. De l'autre, il est puni comme si son acte était intentionnel.

C'est le paradoxe sur lequel s'appuie Avril Lucciani, avocate des causes perdues, pour défendre Cosmos en justice comme si c'était un humain. La situation peut paraître burlesque, et le casting de seconds rôles (Jean-Pascal Zadi, François Damiens...)

pousse dans ce sens, mais c'est aussi l'occasion de ridiculiser les institutions.

Les défenseurEs de la question animale ne seront pas insensibles au sujet. Le féminisme s'invite également plusieurs fois dans les débats. De même, le fait que la victime soit une immigrée offre une confrontation de classe avec l'avocate qui en fait un portrait misérabiliste. Bref, derrière la comédie sympathique se jouent des questions politiques, parfois dramatiques.

Grimechat



Librairie **La Brèche**

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ la-breche.com

01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

JEUNES « La jeunesse, au singulier ça ne peut être qu'une catégorie dépolitissante »

Entretien. Avec les politiques de mise au pas du gouvernement Attal et face au danger de l'extrême droite, les jeunes se sont beaucoup mobilisés lors des élections législatives de l'été. Parmi les organisations de jeunes avec qui les Jeunes Anticapitalistes du NPA ont discuté à la fête de l'Huma, RED-jeunes sur lequel Léa Chapey fait le point.

Comment est né RED-Jeunes et que défend-il aujourd'hui ?

RED-Jeunes est né en 2021 d'une initiative de jeunes communistes du Val-de-Marne qui, se sentant trop enfermés par les lignes du PCF d'une part mais également par la nature de l'organisation de jeunesse liée à un parti, ont cherché à s'auto-organiser, à fonder une organisation indépendante et tournée vers l'action de terrain et la solidarité.

La campagne fondatrice de RED reposait sur la revendication du droit de vote à toutes les élections pour les étrangers.

Nous considérons que chaque personne qui vit en France, contribue par son travail, ses engagements, simplement sa présence, à la vie et au développement du pays, doit pouvoir être représentée politiquement et participer au débat public également par la voie électorale. Cette campagne veut aussi lutter contre l'idéologie qui distingue des « Français de souche » des « Français de papiers » et qui justifie de priver certains des droits fondamentaux, de les tenir éloignés de la vie politique du pays. Il était question, dans le cadre d'une organisation plus libre de parole et d'action, de porter un sujet qui est ignoré aussi par les partis politiques de gauche, de mettre notre camp face à ses manquements. Depuis, RED-Jeunes a mené plusieurs campagnes nationales, contre le contrôle au faciès notamment, et des actions de solidarité, à chaque Noël par exemple.

Également, parce que nous croyons que la politique doit d'abord se faire au plus proche du terrain et de ses particularités, chaque section est libre de mener ses campagnes particulières et de s'investir sur les sujets qui tiennent à cœur des militantEs. L'ADN de RED-Jeunes est celui-là : l'auto-organisation, la politisation par l'action concrète et l'éducation populaire, la solidarité et l'entraide, l'antiracisme, le communisme, le féminisme intersectionnel et matérialiste.

Quelle a été votre position par rapport au Nouveau Front populaire cet été ?

La lutte contre l'extrême droite est aujourd'hui le vecteur d'engagement premier chez les jeunes. Nous soutenons et nous soutiendrons toutes les actions et alliances qui permettront de faire reculer l'extrême droite, de l'endiguer dans les institutions et dans la rue.



Léa Chapey de RED-jeunes lors de la fête de l'Huma. PHOTO THÉQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Notre objectif est de bâtir dans les quartiers populaires exposés aux idéologies néolibérales et aux violences fascistes, des espaces de solidarité et d'apporter des billes de compréhension du monde social

Le Nouveau Front populaire a été construit face à l'urgence et a été l'occasion de rassembler au-delà des partis, là où la Nupes a péché. La gauche ne pourra pas se reconstruire et reconquérir le pouvoir sans toutes ses composantes, syndicats, organisations militantes, associations de solidarité, partis politiques... RED-Jeunes fait partie du Nouveau Front populaire et a fait sa part pour le faire vivre cet été.

Quelles campagnes menez-vous et avec qui travaillez-vous ?

La rentrée, d'autant plus quand elle suit une période d'effervescence politique au niveau national, doit être un moment de refonte de la stratégie de nos organisations. Avec RED, nous souhaitons prendre notre part dans la bataille politique, en inscrivant notre action au plus près du quotidien et des lieux de vie des personnes. Cette année sera marquée, pour notre organisation, par le terrain, le local. Notre objectif est de bâtir dans les quartiers populaires exposés aux idéologies néolibérales et aux violences fascistes, des espaces de solidarité et d'apporter des billes de compréhension du monde social.

C'est sur le terrain que nous co-construisons la réflexion politique. C'est avec les acteurs de terrain, les maisons de quartier, les militantEs qui se battent parfois contre des mairies de droite pour faire vivre la vie sociale là où elle n'existe plus que nous nous

inscrivons. Et surtout avec les jeunes qui y vivent. C'est eux que nous allons voir notamment dans le cadre de notre campagne contre le contrôle au faciès. Depuis une année nous travaillons sur cette campagne dans le 95, le 92, le 78, le 93, le 94, à Lille, à Paris, et bientôt dans de nouvelles agglomérations. Nous recueillons les témoignages des premierEs concernéEs et surtout, nous accompagnons les jeunes dans la compréhension des systèmes d'oppression et de dominations derrière ces contrôles et dans la politisation de leurs vécus et de leurs existences. Nous portons également une pétition pour remettre à l'ordre du jour une proposition : le récépissé des contrôles d'identité. Une proposition d'apparence simple mais une première étape fondamentale pour documenter ces pratiques discriminatoires et pouvoir ensuite les combattre efficacement par la loi en engageant la responsabilité de l'État.

Tu as participé à la table ronde du NPA-l'Anticapitaliste à la fête de l'Huma avec d'autres organisations sur la mise au pas de la jeunesse par Macron et le gouvernement Attal. Quelles perspectives en as-tu retirées ?

Lors de ce débat nous avons à cœur de questionner cette notion de jeunesse. Qu'est-ce que « la jeunesse » ? Au singulier ça ne peut être qu'une catégorie dépolitissante qui regroupe un ensemble de personnes qui n'ont rien d'autre en commun que leur classe d'âge, et de réduire leur engagement à des questions étudiantes ou lycéennes. Sans remettre en cause la validité de ces luttes, nous nous donnons le rôle de rappeler à certaines organisations que les jeunes

ne sont pas que ceux-là. « Les jeunes », au pluriel, a plus de sens.

Est-ce que « la jeunesse » existe ? La question vise à provoquer mais également à mettre en lumière une réalité : certaines personnes ne bénéficient jamais de cette identité de « jeunes ». CertainEs, car ils sont noirEs, arabes, gays, lesbiennes, trans, habitantEs de quartiers populaires marginalisés et victimes du harcèlement policier, ou tout à la fois, sont confrontés à des problématiques et des violences qui dépassent celles propres à la « jeunesse » comme on l'entend. Plus encore, ces mêmes personnes ne sont pas reconnues comme jeunes et ne jouissent pas, s'ils existent (et ils existent de moins en moins), des bénéfices et excuses de jeunesse de la part des autorités qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne, la police, les agents administratifs, les employeurs... Cette table ronde nous a permis, avec des syndicats lycéens et étudiants et les Jeunes anticapitalistes du NPA d'avoir cette discussion et de comprendre là où on pouvait s'appuyer, se compléter dans nos actions. Il y a autant d'organisations de jeunes qu'il y a de jeunes et de lieux où ils se trouvent. Et puisque les identités sont complexes, qu'un jeune n'est jamais qu'unE lycéenNE, qu'unE habitantE des quartiers populaires, qu'une victime des violences policières, qu'un étudiant en quête d'éducation politique, que les luttes sont tout aussi complexes, nous devons travailler ensemble.

Propos recueillis par la rédaction

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPA Lanticapitaliste
L_anticapitaliste
Lanticapitalist1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°158 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

L'image de la semaine



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org